

Plus ou moins

Loin de s'atténuer comme on l'escomptait, les inégalités de revenu se sont accentuées depuis un quart de siècle

Branko Milanovic





L'INÉGALITÉ s'accroît. Les écarts se creusent, entre riches et pauvres à l'intérieur des pays, mais aussi, jusqu'à une date récente, entre pays. La crise financière mondiale fait certes stagner les revenus réels dans les pays avancés, mais elle a aussi sans doute réduit les inégalités entre citoyens à l'échelle mondiale, car la croissance est restée vigoureuse dans la plupart des pays en développement. De l'avis de certains, les inégalités importent peu tant que les marchés fonctionnent de façon efficace, autrement dit tant que chacun reçoit davantage. D'autres estiment au contraire que les inégalités freinent la croissance et que, d'un point de vue éthique, il y a des limites à ce que l'on peut considérer comme un niveau acceptable d'inégalité.

Question de mesure

Comment mesure-t-on l'inégalité? Souvent, les gens comparent leur situation financière personnelle à celle de leurs voisins, collègues ou amis, en regardant comment ils sont logés ou ce qu'ils possèdent. En général, les économistes mesurent les inégalités de revenu en effectuant des enquêtes auprès des ménages. Un large éventail de ménages est invité à répondre à un questionnaire qui sert à déterminer leurs diverses sources de revenu (en monnaie ou en nature) et leurs habitudes de consommation. Le revenu total d'un ménage, déduction faite des impôts directs (ou bien la consommation totale du ménage) est divisé par le nombre de personnes qui composent ce ménage, puis tous les individus pris en compte dans l'enquête sont classés, du plus pauvre au plus riche, en fonction de leur revenu.

On peut ainsi calculer ce que les économistes appellent le coefficient de Gini (encadré 1). Les enquêtes auprès des ménages sont le meilleur moyen d'évaluer les revenus et leur variabilité, mais elles ne sont pas parfaites. Le haut de l'échantillon peut en effet être «tronqué», parce que les personnes vraiment riches soit refusent de participer à l'enquête, soit déclarent un revenu inférieur à la réalité. Ce comportement est difficilement explicable compte tenu de la confidentialité

des enquêtes. Reste que ce risque de distorsion a amené récemment de nombreux chercheurs à utiliser plutôt des données fiscales, à savoir le revenu imposable déclaré par les contribuables fortunés, pour estimer la part de revenu détenue par le centième (1 %) ou le millième (0,1 %) le plus riche de la population. Le principe de base est que les riches ont plus de mal à cacher la réalité au fisc qu'aux sondeurs et, peut-être, qu'ils mentent moins aux autorités. En fait, les résultats américains fondés sur les enquêtes et ceux qui s'appuient sur les données fiscales (Burkhauser *et al.*, 2009) ne diffèrent guère alors que les enquêtes portent sur l'éventail complet des revenus et les données fiscales uniquement sur les plus élevés.

Une bonne chose?

L'idée que l'inégalité de revenu nuit à la croissance, ou qu'une plus grande égalité peut favoriser la croissance, a fait son chemin ces dernières années (voir «Égalité et efficacité» dans ce numéro). Historiquement, c'est l'idée inverse qui s'était imposée parmi les économistes, à savoir que l'inégalité est une bonne chose pour la croissance.

Ce retournement s'explique surtout par l'importance croissante du capital humain pour le développement. Lorsque le capital physique comptait le plus, l'épargne et l'investissement étaient essentiels : il était important de pouvoir compter sur un grand nombre d'individus fortunés qui soient en mesure d'épargner une plus grande part de leur revenu que les pauvres et de l'investir dans le capital physique.

Mais maintenant que le capital humain est plus rare que les machines, la clé de la croissance est la généralisation de l'éducation. Or c'est là un objectif difficile à atteindre tant que la répartition des revenus n'est pas relativement égale au sein de la société. De plus, non seulement la généralisation de l'éducation exige une répartition relativement égale des revenus, mais, par une sorte de cercle vertueux, elle la perpétue en réduisant les écarts de revenu entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés.

Aujourd'hui, les économistes sont donc plus sévères à l'égard de l'inégalité qu'ils ne l'étaient par le passé. La réduction des inégalités présente des avantages à la fois pratiques — en favorisant la croissance économique — et éthiques — en réduisant les écarts de revenus injustifiés entre hommes et femmes, entre personnes vivant dans des régions différentes d'un même pays, ou entre citoyens de pays différents. Depuis un



quart de siècle, on observe des évolutions contradictoires : de nombreuses formes d'inégalité se sont aggravées (en particulier au sein des pays), mais d'autres se sont atténuées.

Hausse de l'inégalité

Les inégalités de revenu s'accroissent ou, dans le meilleur des cas, sont stationnaires, dans la plupart des pays depuis le début des années 80 (OCDE, 2008), ce qui, bien souvent, est en contradiction directe avec les deux théories invoquées le plus communément pour prédire l'inégalité : la courbe de Kuznets et le théorème de Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) (encadré 2).

L'inégalité de revenu dans les pays les plus riches (en particulier ceux pour lesquels les données sont les plus abondantes, les États-Unis et le Royaume-Uni) a suivi dans un premier temps la courbe de Kuznets, à savoir une augmentation suivie d'une diminution (ce qui n'est guère surprenant vu que Kuznets s'est fondé sur ces observations pour formuler son hypothèse). Après avoir culminé à la fin du XIX^e siècle au Royaume-Uni et pendant les années 20 aux États-Unis, l'inégalité a chuté de façon prolongée et dans des proportions considérables pour atteindre son plus bas niveau pendant les années 70.

Mais, depuis, les États-Unis et le Royaume-Uni, comme d'ailleurs la plupart des pays avancés, se sont enrichis et les inégalités s'y sont accentuées. En 2010, le revenu réel par habitant avait progressé de 65 % par rapport aux années 80 aux États-Unis et de 77 % au Royaume-Uni. Sur la même période, le coefficient de Gini est passé de 35 à 40 points ou plus aux États-Unis (graphique 1) et de 30 à 37 points au Royaume-Uni. Ces hausses traduisent une évolution nettement défavorable de la répartition des revenus. Globalement, entre le milieu des années 80 et le milieu de la première décennie 2000, les inégalités se sont aggravées dans seize des vingt pays riches de l'OCDE. Nul doute que cette concomitance de la hausse du revenu moyen et de l'aggravation des inégalités dans les économies arrivées à maturité ne manquerait pas de surprendre Kuznets, comme elle a surpris nombre d'économistes.

Encadré 1

Inégalité des coefficients

Le coefficient de Gini est la mesure la plus courante de l'inégalité. Il va de 0, stade auquel tout le monde a exactement le même revenu, à 100 (ou 1), où un seul individu accapare tout le revenu de la société.

Quelles sont les valeurs « normales », « habituelles » ou « souhaitables » du coefficient de Gini ? Dans les pays relativement égalitaires, tels que la Suède et le Canada, il est compris entre 25 et 35. Mais la plupart des pays sont regroupés autour de 40. Aux États-Unis, en Chine et en Russie, le coefficient de Gini est compris entre 40 et 45. Dans la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine, il approche de 60 et dépasse même légèrement ce chiffre dans certains cas extrêmes et à certaines périodes. On ne connaît aucun cas confirmé de pays dépassant ce niveau. À l'échelon des pays, le coefficient de Gini varie donc de 25 à environ 60. Quant à l'inégalité globale (entre tous les habitants de la planète), elle sort de cette fourchette pour atteindre près de 70 (graphique 1).

Les inégalités se sont aussi accrues en Chine, pays pauvre doté d'un avantage comparatif pour les produits à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée et dont les échanges commerciaux sont passés d'environ 20 % du PIB à plus de 60 % en 2008. Selon le théorème HOS de la mondialisation, l'inégalité aurait dû diminuer à mesure que les salaires des travailleurs peu qualifiés augmentaient par rapport à ceux des travailleurs qualifiés. En réalité, le coefficient de Gini de la Chine, qui était inférieur à 30 en 1980, atteint environ 45 aujourd'hui. Une fois encore, les faits infirment la théorie.

Plus riche dans les pays riches

D'où viennent les inégalités ? Dans les pays riches, disent certains économistes, l'évolution des techniques, qui entraîne une hausse de la demande de travailleurs hautement qualifiés, explique pourquoi les inégalités recommencent à s'accroître. Les sociétés n'ont pas réussi à produire des travailleurs hautement qualifiés en nombre suffisant pour la nouvelle économie, de sorte que leurs salaires ont augmenté par rapport à ceux de leurs homologues moins qualifiés. Comme le disait le regretté économiste néerlandais (et premier lauréat du prix Nobel d'économie) Jan Tinbergen, l'inégalité est le résultat de la compétition entre technologie et éducation. C'est ainsi que les travailleurs peu qualifiés ont eu l'avantage pendant les premières décennies du XX^e siècle, mais ils l'ont perdu avec la révolution technologique au profit des travailleurs qualifiés.

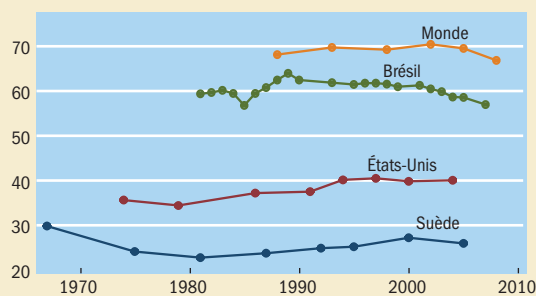
Aux États-Unis, par exemple, selon Goldin et Katz (2008), l'offre de main-d'œuvre qualifiée est relativement fixe depuis une trentaine d'années — la durée moyenne des études est restée à un peu plus de douze années —, ce qui explique au moins en partie l'accroissement des inégalités dans ce pays.

Cette explication est plausible, quoique un peu tautologique, puisqu'il est impossible de déterminer directement dans quelle mesure le progrès technologique favorise les travailleurs qualifiés. On ne peut en déduire l'influence qu'en mesurant l'écart entre les salaires des mains-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Mais il est concevable qu'une force complètement indépendante — par

Graphique 1

Écarts mondiaux

L'inégalité globale — entre les habitants du monde — est plus élevée que celle à l'intérieur des pays, même les plus inégalitaires. (coefficient de Gini)



Sources : États-Unis et Suède : Luxembourg Income Survey; Brésil : base de données SEDLAC; monde : Milanovic (à paraître). Le coefficient de Gini global pour 2008 est une estimation provisoire.

Note : coefficient de Gini fondé sur le revenu disponible.

exemple la perte de pouvoir des syndicats — soit à l'origine du creusement de cet écart.

Les institutions d'un pays influent aussi sur le degré d'inégalité. Les gouvernements peuvent recourir aux hausses d'impôts et aux transferts sociaux pour redistribuer une partie du surcroît de revenu gagné par les travailleurs qualifiés. La redistribution plus volontariste du revenu en Europe continentale explique peut-être pourquoi les inégalités s'y sont bien moins accentuées que dans les pays anglophones (Piketty et Saez, 2006). Ainsi, en 2005, les transferts sociaux (hors retraites publiques) et les impôts directs ont abaissé le coefficient de Gini de 9 points en Allemagne, mais de 6 points seulement aux États-Unis.

Un gouvernement peut refuser de prendre des mesures pour réduire les inégalités parce qu'il estime que la redistribution du revenu est source de gaspillage et fausse les incitations du marché (autrement dit, il souscrit à l'argument selon lequel il faut choisir entre croissance et égalité). Or la non-redistribution du revenu peut aussi être le reflet d'une réalité politique, à savoir que les riches exercent une influence disproportionnée sur les affaires publiques parce qu'ils sont plus engagés politiquement et donnent plus d'argent aux politiciens que leurs concitoyens moins fortunés.

Les modèles d'inégalité mis au point récemment par les spécialistes d'économie politique reposent sur le principe que l'«électeur décisif», c'est-à-dire celui dont les préférences déterminent les décisions, est beaucoup plus riche que l'«électeur à revenu moyen». Les décisions politiques coïncideraient donc bien davantage avec les préférences des riches. Selon cette analyse, les

systèmes politiques se sont rapprochés du modèle «un dollar, une voix», au détriment du modèle plus traditionnel «une personne, une voix» (Karabarbounis, 2011).

L'aggravation des inégalités peut aussi s'expliquer par l'évolution des normes sociales. Jadis, la société réprouvait l'écart de rémunération énorme entre un PDG et ses employés. Aujourd'hui, les écarts sont prononcés et ils semblent non seulement tolérés mais encouragés (Levy et Temin, 2007). Les chiffres confirment cette évolution, mais il est difficile de savoir exactement quelles normes sociales ont changé et pourquoi.

On incrimine aussi la mondialisation pour l'accroissement des inégalités dans les pays riches. La spécialisation dans les exportations à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée a pour effet de creuser l'écart de salaire entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. De plus, l'importation de produits bon marché à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée et les délocalisations réduisent les salaires ou accroissent le chômage des travailleurs peu ou modérément qualifiés, ce qui ne fait que renforcer les inégalités.

Il est probable que ces quatre phénomènes — progrès technologique, changements institutionnels, évolution des normes sociales et mondialisation — ne sont pas étrangers à l'aggravation des inégalités dans les pays avancés. Cela dit, même si des forces impersonnelles telles que la technologie ou la mondialisation en sont les principales causes, l'intervention de l'État peut quand même freiner cette évolution.

Les écarts se creusent dans les pays émergents

La situation ne diffère guère dans les pays en développement. Tandis que les États-Unis, le plus grand pays riche du monde, sont un exemple type de la montée des inégalités, quasiment à l'autre extrême du spectre économique et politique se trouve la Chine. La Chine était (et, pour l'essentiel, reste) un pays pauvre qui est passé d'une autarcie très poussée au début des années 80 à une forte exposition au commerce international. Avant les réformes engagées en 1978, la pauvreté était généralisée et le coefficient de Gini inférieur à 30. Avec le développement de l'économie à

Encadré 2

En théorie

D'après la *courbe de Kuznets*, élaborée par Simon Kuznets au milieu des années 50, dans les sociétés préindustrielles, la pauvreté touche presque tout le monde de la même manière, de sorte que l'inégalité est faible. Elle s'accroît à partir du moment où les gens délaissent l'agriculture faiblement productive au profit du secteur industriel, plus productif, où le revenu moyen est plus élevé et les salaires sont moins uniformes. Mais, à mesure que la société mûrit et s'enrichit, l'écart entre les villes et les campagnes se réduit, et les prestations de retraites, de chômage et autres transferts sociaux font baisser les inégalités. La courbe de Kuznets ressemble donc à un U inversé.

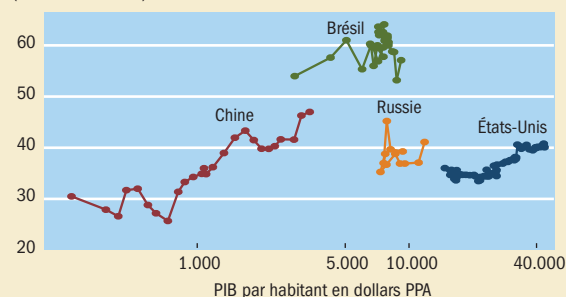
Dans le domaine du commerce international, le *théorème de Heckscher-Ohlin-Samuelson* pose que, quand les pays pauvres commencent à participer aux échanges mondiaux, ils ont tendance à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils possèdent un avantage comparatif, à avoir les produits nécessitant peu de qualifications. Cela devrait accroître la demande de main-d'œuvre peu qualifiée dans le pays et faire monter les salaires de ces travailleurs par rapport aux travailleurs qualifiés. Si l'on prend le rapport entre les salaires des premiers et des seconds comme mesure approchée de l'inégalité, celle-ci devrait diminuer. C'est l'inverse qui devrait se produire dans les pays riches : comme ils exportent davantage de biens nécessitant des qualifications élevées, l'inégalité devrait s'accroître.

Graphique 2

Insaisissables courbes

L'inégalité s'est accentuée dans la plupart des pays, mais, jusqu'à présent, le Brésil est le seul pays où elle ait fini par diminuer conformément à la courbe de Kuznets.

(coefficient de Gini)



Source : base de données World Income Distribution.
Note : Chine (1964-2005), États-Unis (1950-2008), Brésil (1960-2007), Russie (1992-2005).

partir de 1978, l'inégalité a fait un bond gigantesque au point de dépasser celle des États-Unis (graphique 2). Elle s'est aggravée sous tous ses aspects. L'écart de revenu moyen entre les villes et les campagnes est aujourd'hui supérieur à 3 pour 1 (contre, par exemple, 2 pour 1 en Inde). Les écarts entre provinces se sont creusés, les régions côtières, qui étaient déjà plus riches, s'étant développées plus vite que l'arrière-pays. Les inégalités de salaire sont montées en flèche. Enfin, les revenus fonciers et ceux des entrepreneurs, toujours les plus inégalement répartis et dont on n'entendait jamais parler en Chine avant les réformes, sont devenus bien plus importants.

Jusqu'à présent, l'évolution en Chine est conforme au schéma classique de Kuznets : il est probable que l'inégalité s'accroisse pendant les premiers stades de développement d'un pays pauvre. Si le pays suit la courbe de Kuznets, on peut s'attendre à une baisse des inégalités au cours des années à venir. Cela pourrait se produire si, par exemple, le gouvernement étendait la sécurité sociale à un bien plus grand nombre de bénéficiaires (en dehors du secteur d'État), ou mettait en place des indemnités de chômage, voire un dispositif de garantie de l'emploi dans les zones rurales, comme l'a fait l'Inde récemment. La prospérité des zones côtières pourrait aussi s'étendre au Centre et à l'Ouest du pays. L'inégalité ne résulte pas uniquement de forces impersonnelles; elle s'étend lorsque la société le veut bien et peut être limitée par des mesures volontaristes des pouvoirs publics.

Des transitions spectaculaires

À quelques exceptions près, c'est dans les anciens pays communistes que l'aggravation de l'inégalité a été la plus spectaculaire. Après l'éclatement de l'Union soviétique au début des années 90, les inégalités se sont accrues en Russie à un rythme qu'on n'avait jamais vu dans aucun pays. Tandis qu'aux États-Unis l'inégalité a augmenté environ d'un tiers de point, selon le coefficient de Gini, par an de 1980 à 2005, au cours de la décennie qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, le coefficient de Gini pour la Russie a augmenté trois fois plus vite. En même temps, le revenu réel moyen déclinait, souvent de façon vertigineuse, donnant naissance à une énorme classe de nouveaux pauvres.

La principale force à l'origine de l'accroissement des inégalités dans les pays issus de l'ancienne URSS a été la privatisation, qui a laissé des actifs considérables naguère détenus par l'État soviétique aux mains de personnes proches du pouvoir (l'oligarchie) et créé une division très marquée parmi les employés du secteur public : d'une part, ceux qui ont gardé leur emploi, dont certains ont même prospéré, et, d'autre part, ceux qui sont devenus chômeurs et dont le revenu s'est effondré (Milanovic et Ersado, à paraître). Les dispositifs de protection sociale, souvent mis en place par les employeurs eux-mêmes, se sont aussi désagrégés. À la fin des années 90, l'inégalité cessa de s'accroître. Depuis, elle est restée légèrement plus prononcée en Russie qu'aux États-Unis, à un niveau comparable à celui de la Chine.

Dans les autres anciens pays communistes, l'inégalité s'est aussi accentuée, mais moins qu'en Russie. Dans plusieurs pays d'Europe centrale (Slovénie, République tchèque, République slovaque), elle restée relativement faible, à l'aune des économies de marché actuelles. Cela tient au fait que ces pays ont abordé la transformation postcommuniste avec une répartition des

revenus hautement égalitaire, de sorte que même avec de fortes augmentations ils sont restés à des niveaux considérés comme normaux par l'Europe continentale.

Exception à la règle : l'Amérique latine

Dans les principaux pays d'Amérique latine, en revanche, l'inégalité a reculé de façon constante au cours de la décennie écoulée (Gasparini, Cruces et Tornarolli, 2011; voir aussi «Répartir les richesses», dans le numéro de mars 2011). Le cas le plus frappant est celui du Brésil, considéré pendant des décennies comme l'exemple classique de pays où les inégalités étaient les plus criantes. Le coefficient de Gini y est tombé d'un peu plus de 60 en 2000 à moins de 57 aujourd'hui, ce qui est remarquable compte tenu du changement nécessaire des revenus relatifs pour faire monter ou baisser le coefficient de Gini d'un point, de la vitesse du changement et de son caractère exceptionnel par rapport au reste du monde (graphiques 2 et 3). L'inégalité a aussi diminué au Mexique et en Argentine.

Ces améliorations sont souvent attribuées aux programmes d'aide sociale tels que Oportunidades au Mexique et Bolsa Familia au Brésil. Mais elles sont trop marquées pour être dues uniquement à ces programmes, dont la taille en pourcentage du PIB est très limitée (Soares *et al.*, 2007). Les changements observés au Brésil s'expliquent aussi par un meilleur accès à l'éducation, qui a accru l'offre de travailleurs qualifiés, comme le disait Tinbergen. Cela dit, en dépit de tous ces progrès, les pays d'Amérique latine connaissent des niveaux d'inégalité parmi les plus élevés au monde. Le Brésil est l'un des cinq pays du monde où l'inégalité est la plus prononcée.

Vision planétaire

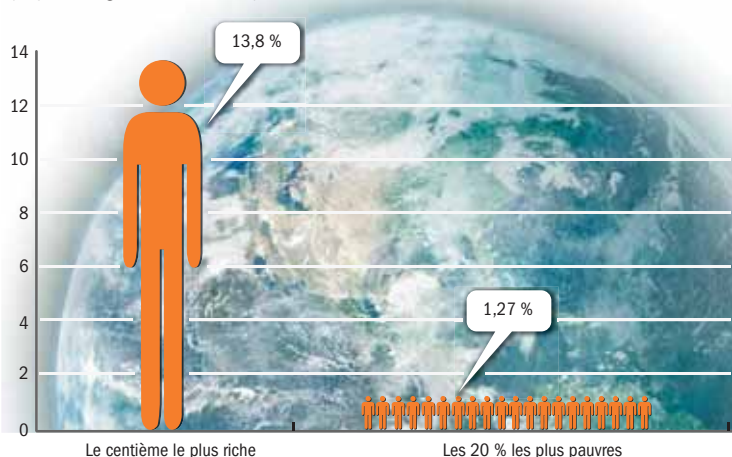
Si l'inégalité s'est accentuée ou stabilisée dans la plupart des pays ces trente dernières années, peut-on en conclure que, globalement,

Graphique 3

Quelle différence!

Le 1 % le plus riche de la population planétaire reçoit près de 14 % du revenu mondial, alors que les 20 % les plus pauvres n'en reçoivent qu'un peu plus de 1 %.

(en pourcentage du revenu mondial)



Sources : base de données World Income Distribution; calculs de l'auteur.
Note : Les données se rapportent à 2005.

elle a augmenté? Les choses ne sont pas aussi simples. L'inégalité globale ne résulte pas uniquement de l'inégalité à l'intérieur des pays, mais aussi des écarts de revenu par habitant entre pays. Elle est influencée par la taille de la population et du revenu des pays. Ainsi, la Chine pèse beaucoup plus que le Luxembourg à cet égard. Pour connaître l'évolution de l'inégalité entre les habitants de la planète, il faut observer deux mouvements contradictoires : l'accroissement de l'inégalité dans chaque pays a pour effet d'accentuer l'inégalité au niveau mondial, mais les taux de croissance élevés du revenu réel des pays pauvres, surtout des géants comme la Chine et l'Inde, ont pour effet de la faire baisser.

Le calcul de l'inégalité à l'échelle mondiale s'appuie sur des chiffres tirés des enquêtes auprès des ménages dans les différents pays, mais ces données doivent être complétées par un facteur d'ajustement afin de convertir les revenus nationaux en une «monnaie» internationale qui ait le même pouvoir d'achat dans tous les pays. Ce facteur d'ajustement est ce qu'on appelle le dollar de parité de pouvoir d'achat, ou «dollar PPA». Il sert essentiellement à tenir compte du niveau des prix dans les différents pays. De manière générale, dans les pays pauvres, le niveau des prix est plus bas que dans les pays riches et, si l'on tient compte du pouvoir d'achat, les revenus des pays pauvres sont plus élevés qu'ils ne le seraient si on les calculait aux taux de change du marché. À l'aide des données les plus récentes fondées sur le dollar PPA, il est possible de construire une répartition mondiale du revenu, une sorte d'agrégation gigantesque des résultats des enquêtes menées auprès des ménages dans chaque pays, ajustés en fonction des taux de change PPA, et d'obtenir ainsi un coefficient de Gini mondial.

Si l'on effectue ce calcul, à intervalles approximatifs de cinq ans entre 1988 et 2005, on n'observe pas de tendance claire, mais l'on constate que l'inégalité à l'échelle mondiale est extrêmement élevée (graphique 3), de l'ordre de 70 points selon le coefficient de Gini. Cela signifie que la force de la convergence (pondérée par la population) entre pays (à savoir le rattrapage des pays riches par la Chine et l'Inde) a à peu près compensé celle de l'accroissement des inégalités à l'intérieur des pays. Cela dit, d'après les premiers chiffres dont on dispose pour 2008, qui montrent que les pays émergents continuent de croître à un rythme beaucoup plus rapide que les pays avancés, on peut s'attendre à ce que l'inégalité globale diminue à l'avenir.

Il semblerait que, après avoir culminé à environ 70 points de Gini entre 1990 et 2005, l'inégalité globale soit descendue aujourd'hui à environ 67–68 points, un niveau qui reste beaucoup plus élevé que dans n'importe quel pays pris isolément et qu'il y a 50 ou 100 ans. Mais le fléchissement que l'on entrevoit pour 2008 (il est sans doute trop tôt pour parler d'une chute) est un signe extrêmement positif. Si cette baisse se poursuit (ce qui dépendra beaucoup du taux de croissance futur de la Chine), ce pourrait être le premier recul de l'inégalité globale depuis le milieu du XIX^e siècle et la Révolution industrielle.

On peut donc considérer la Révolution industrielle comme une sorte de «Big Bang» qui a mis certains pays sur la voie d'une hausse des revenus et en a laissé d'autres tout en bas de l'échelle. Mais avec l'envolée des revenus des deux géants, la Chine et l'Inde, le revenu moyen mondial s'accroît et l'inégalité globale commence à régresser. On peut voir une certaine ironie dans le

fait que cette évolution encourageante intervienne en pleine crise financière mondiale, mais l'arithmétique très simple des revenus et de la population montre que le «découplage» de la croissance économique entre pays riches et pays émergents a contribué au recul de l'inégalité dans le monde.

Même en pleine crise, et malgré les apparences, l'économie ne peut être réduite à une science «funeste». La régression de l'inégalité à l'échelle mondiale, rendue possible par une croissance vigoureuse et une amélioration du niveau de vie dans des pays très peuplés et encore relativement pauvres comme la Chine et l'Inde, représente un changement historique : des millions de gens accèdent pour la première fois à la prospérité. En outre, le monde devenant de plus en plus intégré, le recul de l'inégalité à l'échelle mondiale pourrait se révéler plus important du point de vue politique que l'accroissement des inégalités nationales. ■

Branko Milanovic, économiste en chef dans le Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale et professeur invité à la School of Public Policy de l'université du Maryland, est l'auteur de The Haves and the Have-Nots: A Brief and Idiosyncratic History of Global Inequality, paru récemment.

Bibliographie :

- Burkhauser, Richard, Shuaizhang Feng, Stephen Jenkins, and Jeff Larrimore, 2009, "Recent Trends in Top Income Shares in the USA: Reconciling Estimates from March CPS and IRS Tax Return Data," IZA Discussion Paper No. 4426 (Bonn, Germany: Institute for the Study of Labor).
- Gasparini, Leonardo, Guillermo Cruces, and Leopoldo Tornarolli, 2011, "Recent Trends in Income Inequality in Latin America," *Economía*, Vol. 11, No. 2, p. 147–90.
- Goldin, Claudia, and Lawrence Katz, 2008, *The Race Between Technology and Education* (Cambridge, Massachusetts: Belknap Press).
- Karabarbounis, Loukas, 2011, "One Dollar, One Vote," *Economic Journal*, Vol. 121, No. 553, p. 621–51.
- Levy, Frank, and Peter Temin, 2007, "Inequality and Institutions in 20th Century America," MIT Department of Economics Working Paper No. 07/17 (Cambridge, Massachusetts: Massachusetts Institute of Technology).
- Milanovic, Branko (à paraître), "Global Inequality Recalculated and Updated: The Effect of New PPP Estimates on Global Inequality and 2005 Estimates," *Journal of Economic Inequality*.
- , and Lire Ersado (à paraître), "Reform and Inequality During the Transition: An Analysis Using Panel Household Survey Data, 1990–2005," *Economies in Transition: The Long-Run View*, ed. by Gérard Roland (Houndmills, United Kingdom: Palgrave Macmillan).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2008, *Croissance et inégalités — Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (Paris).
- Piketty, Thomas, and Emmanuel Saez, 2006, "The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective," NBER Working Paper No. 11955 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Soares, Sergei, Rafael Guerreiro Osorio, Fábio Veras Soares, Marcelo Medeiros, and Eduardo Zepeda, 2007, "Conditional Cash Transfers in Brazil, Chile and Mexico: Impacts on Inequality," IPC Working Paper No. 35 (Brasilia: International Poverty Centre).